

COMITE SYNDICAL

Séance du mercredi 12 novembre 2025

Point n° 5
DEL_N°2025-xx

Note explicative de synthèse, par le Président

Objet : Débat d'Orientation Budgétaire 2026

L'année 2026 s'ouvre dans un contexte de fortes tensions économiques et structurelles pour la restauration collective publique. Pour Tables Communes, établissement public de coopération intercommunale dont la mission principale demeure la fabrication quotidienne de 45 000 repas à destination des écoles primaires, des crèches, des seniors et des selfs municipaux, ces mutations imposent de s'adapter pour respecter nos ambitions sociales et environnementales.

1. Un contexte inflationniste durable

Malgré un ralentissement global de l'inflation, les tensions demeurent fortes sur les marchés alimentaires, particulièrement ceux des produits carnés et les ovo-produits :

Le marché de la viande bovine

La baisse de production de bœuf et de bœuf bio en France, telles que documentées par Interbev, Idèle, Unibio (et autres sources professionnelles) peut se résumer en 4 éléments

Baisse globale de la production de bœuf	Spécificités de la viande bovine bio
La production française de viande bovine est en recul, notamment depuis plusieurs années. Cette baisse s'explique avant tout par une décapitalisation des cheptels allaitants et laitiers : moins de vaches mères, moins de renouvellement, ce qui réduit les entrées de nouveaux bovins finis.	La filière viande bovine bio est particulièrement touchée : par exemple, production de gros bovins bio allaitants en baisse de 18 % en 2023 par rapport à 2022. Plusieurs facteurs spécifiques expliquent ce recul dans le bio : Le cheptel engagé en bio est encore relativement réduit, et il y a une

Le contexte sanitaire complique aussi la situation : surmortalité, problèmes de fertilité dans les cheptels, incertitudes sanitaires. Le manque d'offre de bovins disponibles pour abattage : avec des cheptels plus petits, moins de renouvellement, les abattages baissent. Un contexte économique et environnemental plus contraignant : hausse des coûts d'alimentation animale, pression sur les productions extensives, sécheresses/fourrages moins bons.	compression du marché (offre + demande) pour le bovin bio. Le prix de la viande conventionnelle élevé (et parfois plus attractif pour les éleveurs) peut détourner des animaux du bio vers le conventionnel. La demande, notamment en grande distribution, baisse pour la viande bovine bio : entre 2021 et 2023, les achats ont baissé de 22 % pour cette catégorie. Spécialement pour le bio, le recul de la filière provoque un effet « doublé » : à la fois moins d'animaux engagés et moins de demande.
--	--

Ainsi, le recul de l'élevage français — 1,2 million de vaches perdues en dix ans — entraîne une hausse durable du prix de la viande et un déséquilibre du marché européen. Ce contexte pèse directement sur nos approvisionnements : les tarifs de nos partenaires connaissent des évolutions significatives.

€/kg	Prix 2024	Prix au 1er mars 2025	Prix au 1 ^{er} septembre 2025	Augmentation annoncée au 1 ^{er} décembre
sauté bio	11,76	11,81	12,5	+ 15 %
émincé bio	11,76	11,81	13,3	+15 %

Compte tenu de volumes annuels d'environ 40 tonnes, ces augmentations ne sont pas anodines et devront être intégrées dans la construction budgétaire 2026.

Le marché des œufs sous tension américaine

Le marché des œufs connaît des fluctuations importantes : par exemple, aux États-Unis, les prix de gros des œufs ont atteint des sommets en 2022 dans la suite de la grippe aviaire. Sur la responsabilité : l'administration Donald Trump a été critiquée pour avoir réduit des effectifs au sein des agences sanitaires et de suivi de la grippe aviaire, notamment la Centers

for Disease Control and Prevention (CDC) et la United States Department of Agriculture (USDA):

- On déplore « l'accidentelle » suppression d'environ 25 % du personnel fédéral chargé de la réponse à la grippe aviaire.
- Le retrait ou arrêt de certaines recherches/vaccins contre la grippe aviaire a aussi été pointé comme aggravant la vulnérabilité de la filière œufs.

Ces tensions se traduisent également en Europe, avec des augmentations importantes des coûts des produits à base d'œufs (liquides, blancs, jaunes) du fait des maladies, de l'inflation et des ruptures d'approvisionnement.

2. La démographie scolaire : un retournement structurel

À cette inflation s'ajoute une évolution démographique majeure : la baisse de la natalité.

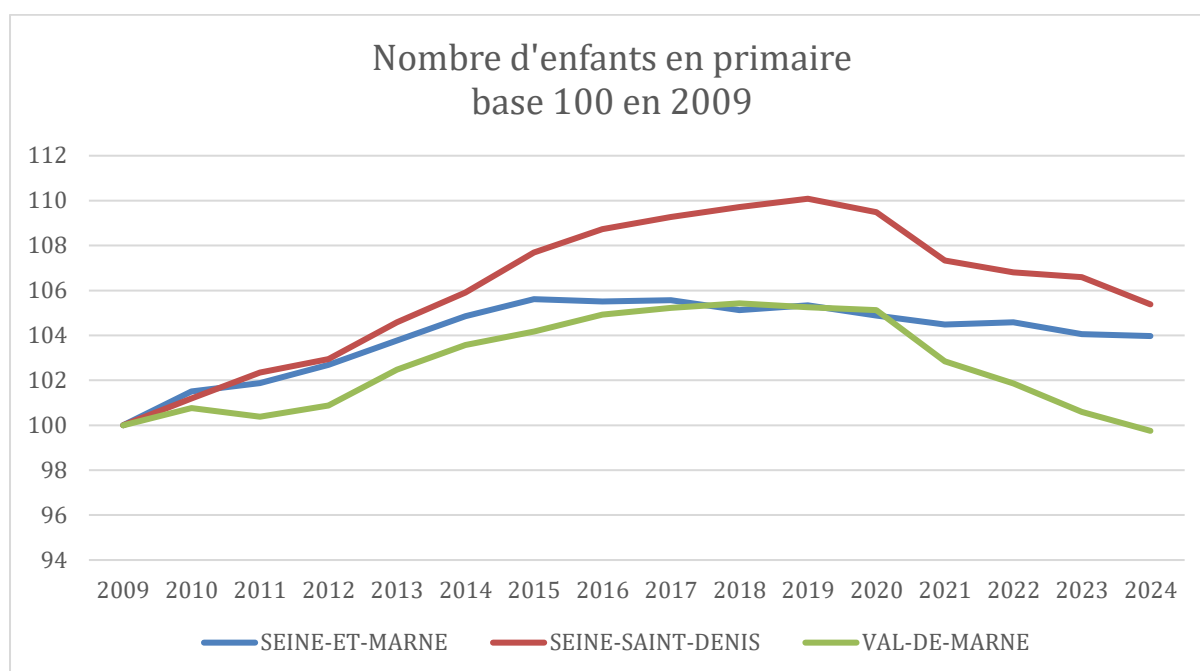
Les prévisions confirment une diminution progressive du nombre d'enfants scolarisés sur notre territoire, entraînant mécaniquement une baisse de nos volumes de production.

Cette contraction de l'activité, si elle n'est pas anticipée, peut fragiliser notre modèle économique en augmentant la part des charges fixes (coûts de structure, amortissements, masse salariale), qui devront être réparties sur un nombre réduit de repas produits.

En résumé, La mutation démographique constitue un enjeu majeur pour la viabilité de notre outil de production. La persistance d'un taux de natalité en baisse, combinée à un vieillissement de la population, conduira mécaniquement à une diminution des effectifs scolarisés, et donc à une réduction des volumes de repas à produire — sans que les charges fixes (infrastructures, masse salariale, amortissements) ne diminuent de façon équivalente.

Deux données donnent les éléments à cette informations ((source fichier <https://data.education.gouv.fr/pages/accueil>) enfants du primaire, école privé et public)

Analyse sur plus de 20 ans en arrière en base 100



Nombre d'élèves sur 3 années types :

	2009	2019	2024
SEINE-ET-MARNE	155 889	164 211	162 077
SEINE-SAINT-DENIS	183 512	202 019	193 379
VAL-DE-MARNE	141 710	149 153	141 358

Ce point constitue un enjeu majeur de soutenabilité pour les années à venir.

3. La transition environnementale et le coût du réemploi

En parallèle, Tables Communes poursuit son engagement dans la transition écologique. Après plusieurs années de recherche et d'expérimentation, nous entrons dans la phase opérationnelle du passage aux contenants réemployables en inox. Dès novembre 2025, les premières collectivités (Bobigny, Compans, Ivry) ont engagé cette mutation, avant une généralisation à l'ensemble des villes membres en janvier 2026.

Ce projet, conforme aux lois EGalim et Agec, représente un changement d'échelle logistique et financier :

- acquisition, location et entretien des contenants ;
- suivi et traçabilité des bacs via un système de tracking numérique ;
- renforcement des effectifs dédiés à la relation aux villes et à la formation des équipes ;
- création d'un centre de lavage mutualisé ;

- gestion partagée des pertes et casses.

Ces coûts, bien que partiellement mutualisés grâce au marché INOX passé par Synergies Communes et remporté par la Semelog, constituent un nouveau poste budgétaire significatif pour 2026, qui devra être intégré dans nos équilibres financiers.

Les étapes de la boucle de réemploi

- Étape 1 – Production & conditionnement :
 - Novembre-décembre les plats cuisinés sont fabriqués sur les sites de Bobigny et livrés sur les offices de Bobigny, Compans et une école à Ivry avec les contenants réemployables en inox.
 - Janvier – mars 100 % des plats cuisinés sont livrés en Inox à partir de nos 2 cuisines (la chaine froid est gardée par sécurité pour palier les problèmes au démarrage de ce nouveau système)
 - Mai : 100 % des plats cuisinés et des entrées froides sont livrés en Inox
- Étape 2 – Livraison aux écoles, crèches, selfs, seniors avec suivi logistique.
 - Création de postes de chauffeurs pour s'adapter au poids des tournées et augmentation
 - Locations de camions supplémentaires
 - Km des tournées augmentée mathématiquement à cause des deux éléments ci-dessus
- Étape 3 – Collecte des bacs : après consommation, retour des bacs sales et massifié sur les 2 Cuisines centrales.
 - Novembre à janvier dans un container temporaire sur Bobigny
 - Janvier à août dans des containers de 60 m² sur chaque cuisine
 - À partir d'août, dans des volumes spécifiques après dépôt des permis de construire et des construction
- Étape 4 – transfert au Centre de lavage mutualisé SEMELOG livré début janvier 2026 (installation dédiée, traçabilité numérique, contrôle qualité).
 - Création de postes de « supply-chain » et de personnels liés à la circulation de cette nouvelle « marchandise » en intra-logistique
- Étape 5 – Réintégration dans le circuit : contenants propres remis en production, suivi des indicateurs (casses, pertes, nombre de cycles) (cf délibération de ce jour)

Les avantages sanitaires seront difficiles à mesurer à vue d'homme, cependant nous allons suivre le gain environnemental avec la réduction des plastiques, des emballages jetables et le lavage centralisé.

En contrepartie, ce nouveau process va faire subvenir de nouveaux risques à prévenir : pannes logistiques, faible taux de retour, casse, coût d'entretien plus élevé que prévu...

Petit Point comptable de l'arrivée du réemploi :

Le budget va changer de forme avec l'arrivée du réemploi. Avant 55 % des dépenses étaient alimentaires, demain, avec près de 3 M€ de dépenses liées à la location entretien des contenants et la consigne, liée aux disparitions de contenants, dont on estime 80% seront refacturées aux villes, il a fallu :

- 1- Reprendre le plan comptable pour s'adapter aux nouvelles dépenses
- 2- Prévoir les bonnes dépenses et recettes

Types de dépenses	Classification budgétaire	Commentaires
Dépenses d'investissement	2183 ou 2158 Voire 21578 Autre matériel technique	Dépenses uniques d'investissement pour les matériels de traçabilité sur les lignes de conditionnement et pour équiper les personnels => éligibilité FCTVA)
Dépenses récurrentes logiciels SaaS	65811 nuage	Dépenses récurrentes annuelles pour paiement des licences logicielles optionnelles de niveau 2 (association contenant/contenu) et de niveau 3 (gestion/optimisation des tournées) => éligibilité FCTVA fortement probable d'après la circulaire de la DGFIP du 23/09/2020, les logiciels en mode SaaS / cloud peuvent être éligibles au FCTVA s'ils sont considérés comme des services numériques externalisés substituables à un investissement, on est dans ce cas.
Dépenses trimestrielles réemploi	611	Dépenses trimestrielles pour la fourniture et le lavage des matériels réemployables au regard de l'activité.

Pénalités marché	6583 / 75 888 refacturation aux villes des contenants consignés	Pénalités pour perte de matériels par exemple (les pénalités peuvent être éventuellement incluses dans les factures du point 3).
------------------	---	--

4. Une stratégie de résilience et d'investissement

Dans ce contexte, Tables Communes entend maintenir une trajectoire d'investissement au service de la qualité alimentaire, de la santé publique et de la transition environnementale :

- poursuite de la structuration des filières locales et bio,
- soutien au projet de conserverie "Terre et Bocal" pour la production de soupes et condiments en circuits courts,
- modernisation des outils de production et des équipements de cuisine,
- renforcement des actions de formation et d'innovation logistique.

Ces orientations visent à assurer la résilience de notre outil public de restauration face à la volatilité des marchés, à la transformation démographique et aux exigences croissantes de durabilité.

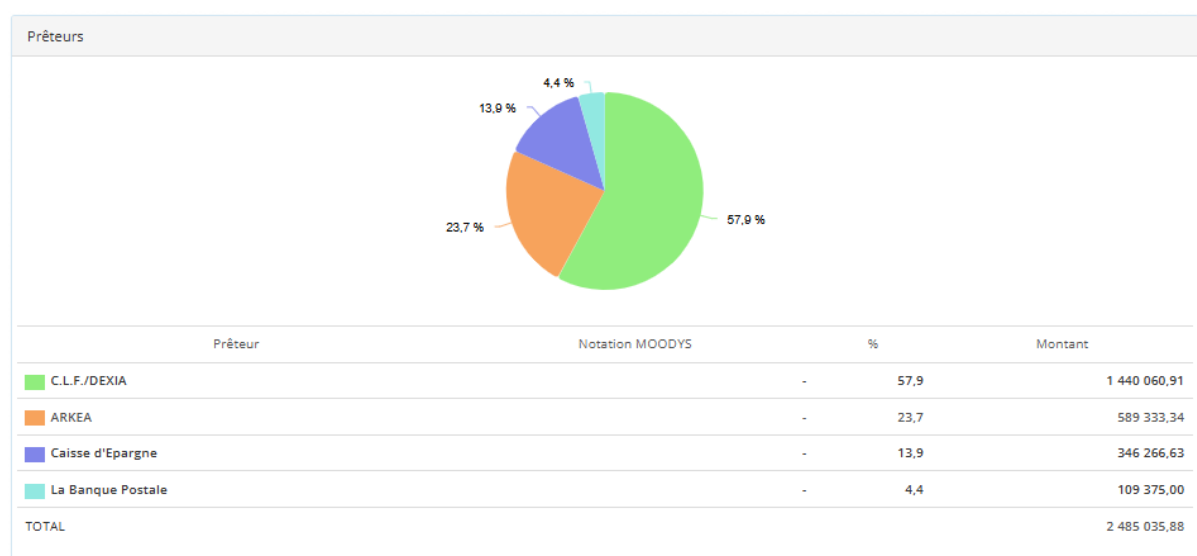
Synthèse des hypothèses

Poste	Hypothèse 2025	Hypothèse 2026	Évolution estimée
Inflation alimentaire moyenne	6%	3%	ralentissement mais persistance avec des points « chauds »
Prix des viandes bio	+3 à +12 % selon produit	+ 15 %	tension durable liée à l'élevage
Prix des œufs et produits ovoproduits	8%	5%	tensions grippe aviaire persistantes
Volume repas produits	6,0 M	5,8 M	-3 % (baisse natalité)
Volume Goûters	3,0 M	2,9 M	3 % (baisse natalité)
Volume Repas "autres publics" (seniors, crèches, selfs)	0,5 M	stable	stabilité attendue

Autres charges fixes (masse salariale, énergie, logistique Effet "réemploi" (inox, lavage, logistique))	100 % base 2025 y compris les DM	5%	hausse de l'énergie et amortissements réemploi, surcoût temporaire à absorber
---	-------------------------------------	----	---

La dette 2025

A ce jour nous avons la trésorerie nécessaire pour ne pas avoir à se refinancer des 4 M€ de l'avance en compte courant versé à mi-année à la Semelog, de ce fait nous avons une dette très saine de 2.4 M€ au 31/12 avec un taux moyen de 3.09 % réparti sur 7 emprunts et qui se présente selon le détail ci-dessous :



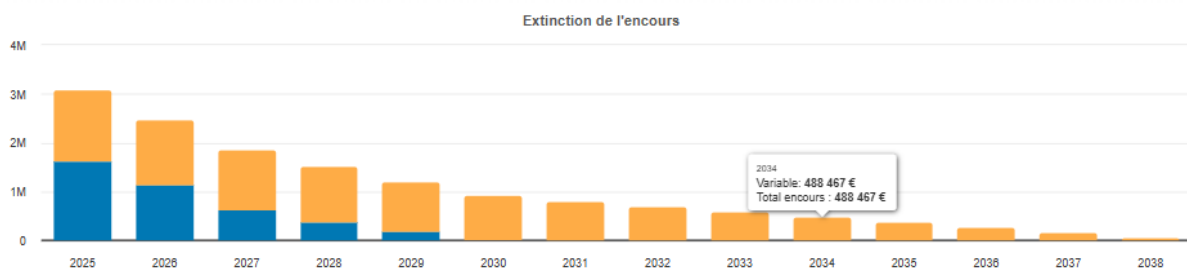
Indicateurs			
Encours	2 485 035,88	Duration *	3 ans, 11 mois
Durée de vie moyenne *	4 ans, 2 mois	Durée résiduelle *	12 ans, 11 mois
Durée résiduelle Moyenne *	8 ans		

* tirages futurs compris

Répartition par durée de vie moyenne

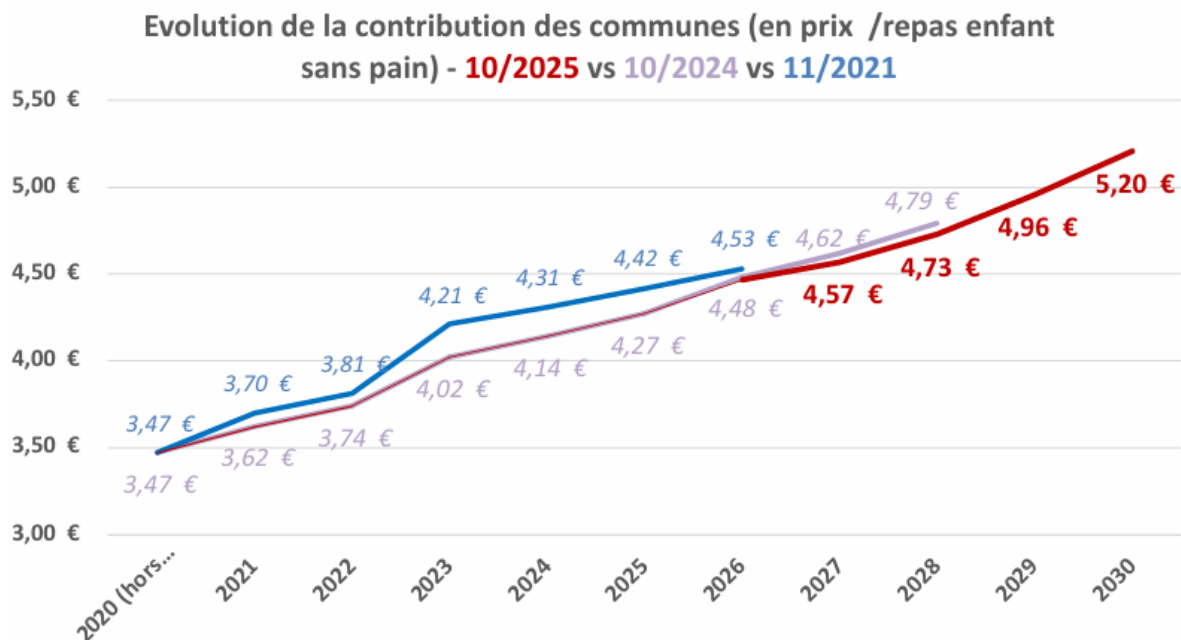


	Durée de vie moyenne	Montant
■ < 5 ans		1 141 102,54
■ 5 - 10 ans		1 343 933,34
TOTAL		2 485 035,88

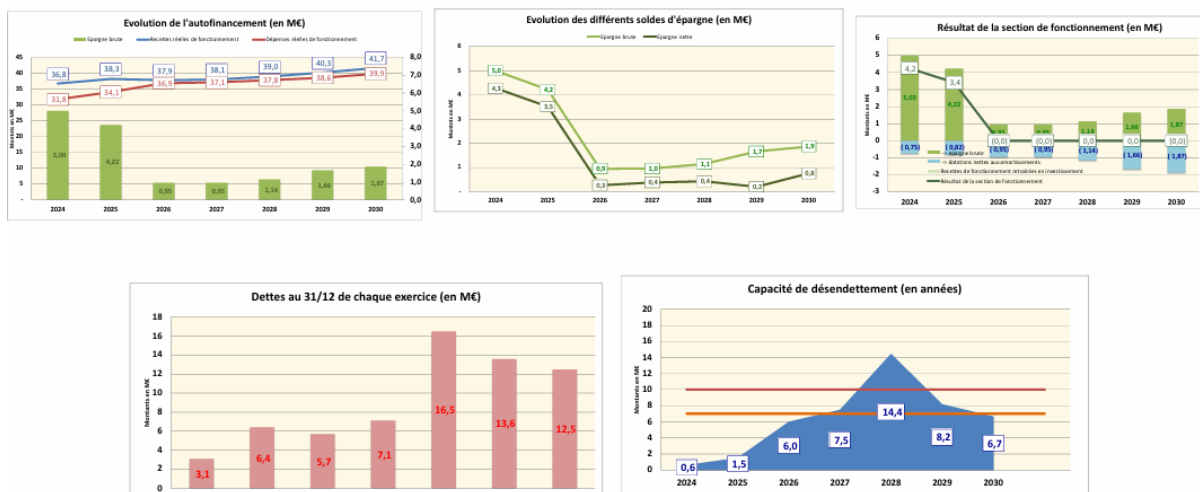


L'analyse du cabinet Klopfer

En conclusion de son analyse, le cabinet confirme notre positionnement dans les évolutions de prix tels qu'anticipé en 2021 alors même que l'inflation n'était pas encore connue.



Malgré tout la situation reste tendue :



Les hypothèses prises en octobre avec le cabinet Kloper pour en arriver à ces conclusions sont :

- Coût du réemploi par repas + 0,37 € TTC soit + 2,7 M€ qu'on doit opposer aux 300 k€ d'économies de plastiques jetables
- Denrées :
 - o Base de départ en valeur 2025 : 2 € pour un repas enfant et adulte scolaire/ 3 € pour les pique niques / 5€ pour le repas self/ 7,4 € pour PA / 0,52€ goûters vrac et 0,74 € goûters transportables.
 - o Par la suite : évolution des effectifs + inflation denrées de la page précédente.
- Autres charges : +1,7%/an (inflation IPCH prévue)

- Personnel :
 - o +3%/an jusqu'en 2028 (pour inclure la hausse récurrente des cotisations CNRACL) et +2%/an après
 - o +250 k€ en 2026 (pour création de postes nécessaires);
- Régularisation du trop facturé en 2025 du fait du réalisé en baisse : dépense estimée en 2026 de 460 k€ (sachant que la recette 2025 est déjà minorée de 400 k€ pour LA Courneuve en tenant compte du réalisé) et sachant que Pantin, à l'inverse, devrait être facturé en 2025 plus que les 4,2 M€ prévus au BP 2025. Soit une régularisation en recettes 2026 positive de +260 k€.
- Frais financiers sur emprunts futurs : 3,7% sur 15 ans. Pour les 4 M€ d'emprunt court-terme, le taux d'intérêt pris en compte est de 3%.
- Pour des dépenses comme suit :

	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Dépenses d'équipement	7,71	2,93	6,46	11,46	4,46	0,46
=> Dépenses récurrentes non affectées	0,34	0,27	0,35	0,35	0,35	0,35
=> Matériel cuisine	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11
=> Chauffage + poste haute tension	0,40	0,50		-		-
=> Travaux réemploi	2,40	1,30				
=> Ravallement cuisine			1,00	1,00		
=> Projet soupe Bio / SEM PA	0,36				-	-
=> Nouvelle cuisine Tremblay	0,10	0,75	5,00	10,00	4,00	
=> Participation SEMELOG	4,00					

Conclusion

Le Débat d'Orientation Budgétaire 2026 s'inscrit ainsi dans une période charnière : entre hausse des coûts d'approvisionnement, réduction des volumes produits et montée en puissance du réemploi, Tables Communes doit adapter son modèle économique sans renoncer à ses valeurs fondatrices : alimentation éco-responsable, création de filières, qualité, sécurité alimentaire et prix.

Nous proposons donc de maintenir l'augmentation des tarifs telle que prévue en 2024 pour 2025 et 2026 avec un prix du repas scolaire à 4.48 € soit, si on augmente tous les tarifs de façon équilibrée + 4.91 %.

Sur proposition du Bureau syndical, les membres du Comité syndical sont donc invités à délibérer, pour :

- acter la tenue du débat,
- et adopter le Rapport d'Orientation Budgétaire 2026.

PROPOSITION 2026 + 4,91 %

Valeur en points de chacune des prestations avec effet au 1er janvier 2026 pour les adhérents					
valeur du point : 0,01 €	2022	2023	2024	2025	2026
Nature du public/typologie de prestation à l'unité (livré sur office sauf mention distincte)					
REPA S S COLAIRE ET PERI S COLAIRE (SANS PAIN)					
Enfants					
repas livré Maternel et élémentaire	374	402	414	427	448
fournitures de denrées achetées par TC pour fabriquer un repas sur le menu TC				205	215
Adultes					
repas livré Maternel et élémentaire	490	527	543	560	588
fournitures de denrées achetées par TC pour fabriquer un repas sur le menu TC				269	282
PIQUENIQUE S COLAIRE ET PERI S COLAIRE (SANS PAIN)					
Enfants					
repas individuel de type pique-nique (sachet salade)	414	419	432	445	467
repas individuel de type pique-nique élaboré sur office	381	386	398	411	431
repas individuel de type pique-nique sandwich (pain inclus)	422	429	442	456	478
Adultes					
repas individuel de type pique-nique (sachet salade)	545	560	577	595	624
repas individuel de type pique-nique élaboré sur office	502	516	531	547	574
repas individuel de type pique-nique sandwich (pain inclus)	553	570	587	605	635
SELF (SANS PAIN)					
repas collectif	513	551	576	597	731
repas froid (été)	490	527	543	560	588
PERSONNES AGÉES (SANS PAIN)					
repas individuel et foyer			725	750	787
collation individuelle du soir prise à domicile (3 éléments) ou en foyer	224	241	248	335	351
potage du soir	80	86	88	92	97
livraison et portage à domicile effectué par un agent de Tables Communes du repas conditionné, de la collation du soir et/ou du potage	273	338	452	467	490
CRÉCHE S (SANS PAIN)					
Enfants					
repas bébé	274	294	306	316	332
repas grand	274	294	306	316	332
Adultes					
repas adulte	490	527	543	560	588
GOÛTER S ET PETIT S DEJEUNER S écoles - centres de loisirs-crèches (sans pain)					
Petit déjeuner	150	162	167	173	182
Goûter crèche bébé					40
Goûter (artisanal-individuel-vrac)	81	87	90	93	98
Goûter + 1 composant				118	123
Goûter transportable	109	140	144	149	156
PAIN					
Pain dans le cadre d'un service scolaire ou crèche adultes et enfants	8	10	13	14	15
Pain 400 g/blo pour les scolaires (à l'unité)				123	132
Pain repas personnes âgées et self communal	8	10	22	25	27
PRESTATIONS DE RELATIONS PUBLIQUES ET AUTRES					
Buffets froids et repas chauds (variation en fonction de la gamme de produits) valeur pour plus de 30 personnes (+livraison)					
Type 1	1 032	1 142	1 187	1 250	1 311
Type 2	1 394	1 541	1 603	1 700	1 784
Type 3	1 807	1 998	2 078	2 200	2 308
Plateaux repas froids en bocaux			2 000	2 062	2 163
Plateaux repas froids (+ livraison)					
Plateaux repas froids "élections"	1 549	1 712	1 781	1 836	1 926
Plateaux repas froids "élections"	1 136	1 256	1 306	1 346	1 412
Pique-nique sandwich élections			687	708	743
Coût de livraison pour les commandes livrées en dehors des tournées habituelles, selon un itinéraire spécifique					
du lundi au vendredi après 19h30	18 067	#####	31 200	32 167	33 749
samedi, dimanche et jours fériés	31 488	#####	62 400	64 334	67 498
Assistance sur site avec un minimum facturé de 3 heures					
tarif à l'heure					
assistance sur site en semaine entre 6h00 et 22h00	2 731	3 019	3 140	3 237	3 396
assistance sur site samedi, dimanches et jours fériés entre 6h00 et 22h00	4 336	4 794	4 986	5 141	5 394